

Sommaire

Une armée d'assassins commandée par des criminels de guerre, par Amaury Couderc, page 2

Compte rendu de la réunion du 16 mars,

La discussion et les décisions prises par les associations présentes, page 3, 4, 7, 8

Maillot jaune, écharpe tricolore, par Michel Galin, page 5

Projet de lettre aux candidats aux législatives sur la Palestine, à l'initiative de membres du comité de rédaction, page 6

Extraits d'un appel pour l'abstention au 2ème tour de la présidentielle, page 6 et 9

L'extrême gauche... un obstacle de plus dans la décomposition, par Robert Duguet, page 10

Dissoudre les organisations sionistes d'extrême droite, page 9

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson Jean Deson
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Jean Yves Lesage, Sylviane Charles, Dominique Larchet
Unir les travailleurs contre le MEDEF et le gouvernement
Jospin
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant associatif

N° 119 avril 2002

10ème année de parution

P

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro
11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Web: <http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

Imprimé par nos soins

Une armée d'assassins commandée par des criminels de guerre Le silence oppressant de la classe politique

Par Amaury COUDERC

La communauté internationale s'est dotée de règles dans le but de rendre les guerres moins atroces, en particulier pour les civils. L'armée Israélienne et ses chefs, assurés du soutien des USA et de la passivité des pays européens, et en particulier du notre, quand ce n'est pas de leur complicité, foulent au pied ces règles les plus élémentaires.

- Les chars Israéliens tirent sur les ambulances...
- Les soldats forcent les portes des maisons.
- Tous les hommes de 16 à 50 ans sont rafiés et emmenés en Israël dans des lieux où ni la Croix rouge internationale ni le Croissant rouge ne peuvent accéder, contrairement à toutes les lois de la guerre. Les hommes n'ont aucune possibilité de bénéficier des plus élémentaires droits de l'homme. Sans aucune raison sinon d'être Palestinien et d'avoir de 16 à 50 ans, ces hommes, les yeux bandés, sont brutalisés et battus quand on ne les retrouve pas au coin d'une rue exécutés d'une balle dans la tête. Ces méthodes nous rappellent d'autres temps, le temps où le nazisme régnait en maître sur l'Europe.
- Des centaines de milliers de civils sont pris en otage et affamés dans des camps où n'arrivent plus ni l'eau ni la nourriture.
- Les prisonniers Palestiniens sont utilisés comme boucliers humains pour investir les bâtiments de l'autorité Palestinienne. (*Sadam Hussein avait été mis au ban des nations et dénoncé par la presse occidentale pour avoir retenu des Européens en Irak au moment de la guerre du Golfe*). Deux poids, deux mesures...
- D'autres sont torturés dans des lieux tenus secrets.
- Les journalistes et tous les observateurs étrangers sont expulsés pour que tous ces crimes s'accomplissent sans témoins.

Tout cela dans la passivité et la complicité de l'Occident.

- Enfin, le **Président Arafat** (prix Nobel de la Paix) élu par son peuple est assiégé, menacé, sommé de s'enfuir comme un vulgaire criminel.

Dans le même temps en France se déroule une élection présidentielle où aucun des candidats institutionnels, (*si ce n'est JP Chevènement*), n'aborde ce problème et ne condamne la sauvagerie des soldats Israéliens (*mais peut-on encore les appeler des soldats puisqu'ils ne respectent même pas les plus élémentaires lois de la guerre*).

A l'Assemblée nationale aucune voix ne s'élève pour condamner sans détour cette sauvagerie, il est plus facile de condamner et de jeter l'opprobre sur des citoyens de confession musulmane en France pour des attentats contre des lieux de culte, attentats dont à ce jour on ne connaît encore pas les auteurs...

Dans quelques jours vont avoir lieu les élections présidentielles suivies des élections législatives, gageons que les 5 millions de Français de confession musulmane sauront apprécier à leur juste valeur le courage et l'honnêteté intellectuelle des hommes politiques qui vont se présenter à leur suffrage.

SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN CHEQUE DE 20 euros ou plus.

Abonnement au bulletin RAG

Nom : _____ Adresse N° : _____
rue : _____
Prénom : _____ Ville : _____
Code postal : _____

Je verse la somme de 100frs : Autre :

A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

Site WEB:

<http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

Courrier électronique:

Nos lecteurs qui souhaitent recevoir des informations au jour le jour, en fonction de la situation politique, peuvent nous faire parvenir leur mail. **Ecrire à : Robert.Duguet@wanadoo.fr**

Compte Rendu de la réunion du 16 mars 2002-03-28

La réunion était co-présidée par les deux associations l'ayant provoquée sur la base de l'appel : « *Rassemblement de toutes les forces du mouvement social* » : Robert Duguet pour RAG, José Pérez pour l'ART.

Etaient présents :

- RAG (Rassembler à Gauche 91), Amaury Couderc, Michel, Galin, Bernard Fischer, Robert Duguet, Josette Rannou, Gérard Grandamme
- ART (Association pour le Rassemblement des Travailleurs 76), José Pérez, Michel Dupont, Jeanne Rousseau, Frédérique Chauvet
- Les Alternatifs, 2 responsables nationaux, Jean Jacques Boisleroussie, Roland Mérieux
- Alternative Libertaire 91, Marc Frey
- Gauche Communiste du PCF, Emile et Yannick Fabrol
- L'Abeille Rouge, Régis Cante et Roger Paturaud
- Revue Socialisme, Hassan Berber
- Revue Liaisons, fondée par Vincent Présumey, représentée par Alban Dessoutter et Bertrant Cazard-Peillon
- Bulletin Contre le Courant (Alsace), Jean Fortchantre
- Gauche Révolutionnaire, Jacques Capet
- Revue Carré Rouge, François Chesnais, Claude Monnier
- Benoit Mely, Roger Veron, Marc Boyer à titre individuel

Le camarade Pinta d'Aubenas (représentant du MSAP Mouvement Social et Alternative Politique), qui devait venir, s'est excusé de ne pas venir, suite à des ennuis d'ordre personnel.

COMPTE RENDU DE LA DISCUSSION

Robert Duguet a rappelé les raisons qui avaient conduit RAG à rechercher depuis 2 ans ce type d'initiative. Né pour s'opposer au Traité de Maastricht, le comité de rédaction de RAG regroupe des militants venus des formations de gauche et qui se sont opposés aux dérives de la fin du mitterandisme. La période allant de 1991 à la victoire contre la droite aux législatives de juin 1997 a vu se manifester dans le pays un courant de radicalité à gauche, celui-ci traversant le PCF, le MDC, les Verts, le PS. L'aspiration à la recomposition politique et syndicale après les grandes grèves de l'automne 1995 contre Juppé s'est vue bloquée par la formation de ce gouvernement de la gauche plurielle dans laquelle sont entrées les formations PCF, Verts et MDC. Ce gouvernement s'est acharné à appliquer les réformes libérale, approfondissant le divorce entre le mouvement social et la représentation politique, accélérant de ce fait la décomposition. Le but de RAG est de chercher à rassembler tous ceux qui résistent à cette offensive et qui l'expriment dans des associations locales, bulletins ou revues.

José Pérez (ART) repartant du constat de divorce entre le mouvement social et la représentation estime que le moment est venu de rassembler le Parti des travailleurs, c'est à dire donner à la classe ouvrière sa propre expression politique. Les organisations gouvernementales sont très largement rejetées par les salariés. Il dit que nous n'avons pas de programme achevé pour répondre à la situation : il y a toute une série d'organisations qui ont un programme achevé,

mais qui ont toutes échouées. Ce n'est pas autour d'un programme achevé qu'on peut se regrouper mais autour des aspirations du salariat telles que celles-ci s'expriment dans la lutte sociale. Après les municipales, il était possible de traduire ceci sur le plan électoral, on voit dans le cadre de la présidentielle où conduit la logique boutiquière et sectaire. Cette réunion peut servir à mettre en relation des réseaux militants et établir des liaisons transversales.

Autant Marc Frey (Alternative Libertaire 91) est d'accord pour que s'expriment des convergences entre les différents réseaux qui luttent sur le terrain, autant la notion de parti unitaire pour tous les travailleurs le gêne. Par ailleurs il dit que l'ensemble des militants présents sont sur le plan syndical extrêmement divisés, non pas en tant qu'individus, mais en tant qu'ils appartiennent à des organisations qui se combattent sur le terrain. Il ne pense pas qu'on puisse passer mécaniquement de l'unité dans les luttes à l'organisation d'une force politique anticapitaliste.

Jean Jacques Boisleroussie intervient en tant que responsable national des Alternatifs. Il insiste sur l'ampleur des phénomènes de désagrégation dans la société, du fait même qu'il n'y existe plus une force politique un tant soit peu radicale dans le salariat. Par ailleurs la mutation du capital, la globalisation a amené un certain nombre de restructurations entraînant l'absence d'espace pour une politique réformiste. Le PS et le PCF accompagnent la dérive libérale. Les forces du capital ne donne comme alternative que

que s'adapter, ce que fait la gauche plurielle, ou résister. La situation politique mondiale est en train de se modifier : un mouvement antiglobalisation se manifeste avec force, de nouvelles solidarités internationales se nouent (sur la Palestine notamment). Les facteurs de recomposition côtoient les facteurs de décomposition. Il faut développer les réunions pluralistes de ce type, et essayer d'associer des acteurs des mouvements sociaux qui ne sont pas forcément encartés quelque part. Ceci dit, à propos de la notion de Parti des travailleurs, ce qui fait la spécificité de l'organisation politique, ce n'est pas l'addition des revendications les plus avancées des mouvements sociaux, mais la capacité de réaliser une synthèse de projet. Pour les présidentielles, nous ne soutiendrons aucun candidat, même si par ailleurs certains de nos amis voteront à gauche de la gauche plurielle. Pour le second tour, le mouvement se prononce à 54 % pour battre la droite.

Le représentant de Liaisons pense que le maximum de voix doit se porter sur les candidats indépendants de la participation gouvernementale et de gauche plurielle. Sur le deuxième tour, nous appellerons à battre Chirac. La question que pose les camarades présents c'est celle d'une nouvelle représentation des travailleurs : si Chirac est battu, il faudra essayer de susciter les rassemblements qui permettront d'élire des députés indépendants du PC et du PS. A chacun de voir dans son département s'il est possible de rassembler les éléments politiques ou syndicaux en rupture avec la Gauche plurielle. Pour l'avenir nous pensons que la conception du parti fraction, qui a torpillé tous les courants de la IVème Internationale, a pris l'eau : il faut un grand parti des travailleurs, dans lequel ceux-ci s'organisent sur des bases pratiques, ce qui implique que différents courants plus basés sur des bases programmatiques, peuvent discuter, polémiquer et agir ensemble.

Bernard Fischer (RAG) insiste sur les développements du mouvement anti-mondialisation à Barcelone ; quelles réponses politiques seront-nous capables de donner ? Pour les élections législatives, s'il reste encore un peu d'intelligence à l'extrême gauche française, elle devrait s'inscrire dans une démarche de rassemblement pluraliste sur une base anticapitaliste.

François Chesnais, rédacteur en chef de Carré Rouge exprime son accord avec ce qu'a dit José Pérez. Il faut remettre à plat le corpus politique sur lequel nous nous sommes organisés durant des décennies., pour le passer au crible de la critique et être capable d'apporter des réponses par rapport aux transformations sociales en cours. Il prend l'exemple de l'Argentine où le gouvernement à la solde de l'impérialisme, au travers du chômage, de la liquidation des services publics et de tous les éléments de protection sociale, matérialise la

destruction d'une société. Les représentants politiques sont désignés, sauf deux députés, comme des ennemis. La situation du pays a conduit les travailleurs, pour faire tomber deux gouvernements, à construire des organisations autonomes, des formes de reprise en main de la vie sociale dans les quartiers, et aujourd'hui dans les usines. L'Argentine n'est pas une exception. Aujourd'hui, c'est l'Italie de Berlusconi qui est sur la sellette.

En France, pour les présidentielles, nous avons deux candidats du MEDEF, Jospin et Chirac. Jospin estimant qu'il est dans une situation plus à même de faire ce que veut le capital. Nous appelons à ne voter ni pour l'un, ni pour l'autre, car ils sont les représentants de deux variantes économiques, politiques du capitalisme mondialisé. Pour l'extrême gauche, étant les seuls à se réclamer de la défense des salariés, s'ils utilisent leur temps de parole correctement, ils prépareront la résistance. Je suis surpris, à l'écoute des uns et des autres, que certains n'aient pas compris la nature profonde du jospinisme, de Fabius, il faut suivre sur le plan politique ce qu'a été le mouvement des enseignants, des fonctionnaires des impôts, mouvements contre l'Etat, contre le patronat... c'est à cela qu'il faut répondre.

Emile Fabrol, représentant de Gauche Communiste (PCF), soutient ce que vient de dire François Chesnais, il n'y a pas une once de gauche dans la candidature Jospin. Nous ne voterons ni pour Hue, ni pour Chevènement au premier tour. Nous sommes dans une situation où le réformisme n'a plus sa place. Un gouvernement réformiste sera un gouvernement populaire et prolétarien, c'est nous qui ferons les réformes. Dans la mondialisation actuelle, il n'y a plus de place pour le réformisme classique. Nous sommes à la fin du stalinisme : que Laguiller fasse deux fois plus de voix que le PCF, représente un phénomène historique. Il semble que l'extrême gauche française ait du mal à intégrer la disparition du stalinisme. Avec RAG, nous avons en juin dernier, lancé un appel pour une candidature anticapitaliste unitaire : on a vu ce qui est advenu. L'extrême gauche, LO n'en parlons même pas, refuse d'entrer dans cette logique nécessaire. Je veux aussi répondre à ceux qui pensent que la forme parti traditionnel est forcément synonyme de bureaucratisation. Notre problème en tant que force politique n'est pas de corseter ce qui est vivant dans le mouvement autonome, mais d'ouvrir des perspectives de transformation d'ensemble.

Jacques Capet (Gauche Révolutionnaire) regrette que LO-LCR présentent des candidatures distinctes et concurrentes. Même si nous étions satisfaits de l'accord LO-LCR lors des européennes, néanmoins il y avait refus absolu d'ouvrir cette liste à des représentants des mouvements sociaux. Je crains que

Maillot jaune, écharpe tricolore

Par Michel Galin

A trois semaines du premier tour, comme dans une course cycliste, les grosses équipes emmènent leur leader pour le sprint final en les protégeant aux maximum du vent. Avant, quelques outsiders ont tenté de se mettre en évidence, glanant ici et là quelques points pour les classements intermédiaires. Parmi les spectateurs, un certain nombre d'entre eux, lassés de ces sprints avec les mêmes protagonistes utilisant toujours les mêmes tactiques, sont rentrés chez eux.

La plupart des lecteurs ne sont vraisemblablement pas des amateurs de cyclisme. Mais sans doute beaucoup auront reconnus les deux supers dopés qui se disputent la victoire finale comme sur les routes du tour en juillet. Laguiller et Chevènement jouant le rôles des animateurs de quelques étapes de montagnes loin de Paris.

Mais, parmi ces deux là, l'un a cru, ou fait semblant de croire, bien relevé par les médias, qu'il pourrait ramener le maillot jaune à Paris. Tous les étés aussi, il y a quelques journalistes pour expliquer que Jalabert va gagner le tour de France. Arrêtons là la comparaison. En effet, si dans l'élection présidentielle, comme dans le tour de France, l'argent joue un rôle primordial dans le résultat final, la tactique cycliste et le combat électoral ont des ressorts bien différents.

Chevènement n'est pas Jalabert, mais il est dans cette élection ce que Bernard Tapie a pu être dans le passé aux élections européennes. Au milieu d'une crise profonde de la représentation politique, surgit une personnalité qui prétend apporter des idées nouvelles et bousculer le paysage. Mais il a face à lui deux difficultés : un programme dont le seul point de différenciation avec Chirac et Jospin est le jacobinisme, et la candidature d'Arlette Laguiller qui ratisse bien mieux l'électorat populaire voulant exprimer un vote protestataire.

J'avoue être interloqué quand je discute avec des gens de gauche qui disent vouloir voter Chevènement. S'ils citent ses déclarations contre la mondialisation libérale et l'Europe de Maastricht, ils oublient, au mieux, la concurrence sur la thématique sécuritaire avec Jospin et Chirac, et ignorent ses propositions sur les retraites (identiques à Jospin : maintien de la répartition mais fonds d'épargne salariaux) sur l'abaissement des charges sociales par exemple. Pour les "sauvageons", les sans papiers, certains vont même jusqu'à dire qu'il pose de vraies questions même si ses solutions sont contestables, comme Fabius le fit jadis à propos de Le Pen. J'imagine que les supporters de droite retiennent eux aussi que ce qui cadre avec leur sensibilité. Mais

justement, cette idée que la France, et la république, seraient au dessus du clivage gauche-droite, fait resurgir la chimère gaulliste d'une alliance entre les "producteurs", entendus comme les salariés et la bourgeoisie dont les investissements sont nationaux.

C'est sur ces ambiguïtés que JP Chevènement a eu son succès médiatique hivernal. C'est aussi pour cela qu'un succès relatif ne résistera pas plus au temps que le score de B. Tapie hier.

Que les personnes de gauche, sensibles aux sondages et au barnum médiatique, votent Arlette Laguiller. Ses propositions sont plus claires mais n'offrent pas plus de perspectives. Au lendemain d'un score honorable, elle découvrira que les "travailleuses travailleurs" ne sont pas révolutionnaires et qu'il est urgent...d'attendre la prochaine élection présidentielle.

En Juin dernier, un certain nombre de rédacteurs de RAG avaient lancé un appel pour une candidature anticapitaliste unique s'appuyant sur des comités locaux. Nous n'avons pas su et pu nous faire entendre. Le vote pour tel ou tel candidat, qui pour ma part n'est pas encore déterminé, n'a donc pas grande importance. La construction patiente, au plus près du terrain, doit donc se poursuivre. La réussite de la réunion, organisée avec nos amis de l'ART de Rouen, va dans ce sens.

DERNIERE MINUTE...

Extrait des 14 résolutions du parlement européen constituant une avancée considérable.

Le parlement européen vient de voter une résolution d'urgence sur la Palestine, comportant trois points majeurs:

- 1) **Suppression des accords d'association avec Israël**
- 2) **Embargo sur les armes en direction d'Israël**
- 3) **Envoi d'une force d'interposition en Palestine.**

En ce qui concerne l'envoi de cette force d'interposition, Javier Solana devrait dans les prochaines heures rencontrer Kofi Annan, afin qu'ils soumettent cette proposition au conseil de sécurité de l'ONU. Dans le cas d'un vote négatif des Etats Unis, l'Union Européenne enverrait en Palestine une force d'interposition non-armée.

Proposition d'adresse aux candidates et candidats aux élections législatives 2002

A l'initiative de Amaury Couderc, Robert Duguet, Michel Galin, Gérard Grandamme

...

Les Français sont de plus en plus inquiets des conséquences néfastes de la guerre provoquée, mise en œuvre et entretenue par le gouvernement Israélien.

Cette politique d'agression et de colonisation est criminelle à la fois pour les Palestiniens qui subissent tous les jours les horreurs de l'occupation, l'humiliation et la violence, souvent la mort, mais elle est aussi criminelle pour le peuple Israélien qui le paye par la mort de civils lors d'attentats qui sont en réalité le cri de révolte d'un peuple acculé au désespoir.

Candidat député, ce qui devrait attirer tout particulièrement votre attention, ce sont les conséquences en France même que ce conflit provoque entre les citoyens Français de confession juive et ceux de confession musulmane. Les différentes manifestations en France de soutien « *inconditionnel* » à la politique du gouvernement Sharon avec un appel à soutenir l'armée Israélienne dont les pratiques dans les territoires occupés sont dénoncées par de plus en plus de soldats et de réservistes Israéliens de même que par les associations de défense des droits de l'homme, ne font qu'entretenir la défiance entre Français de différentes confessions, et créent une situation susceptible d'alimenter des dérives racistes sur notre sol.

Amis des peuples Palestiniens et Israéliens, désireux de voir la paix dans la justice s'installer au Moyen-Orient, nous vous demandons de nous donner votre appréciation sur les quatre points suivants :

- le respect des principes et de toutes les résolutions des Nations Unies et des Conventions de Genève,
- la mise en place d'une force de protection internationale,
- le démantèlement des implantations de colons Israéliens et le retrait immédiat de l'armée Israélienne des territoires

occupés en 1967,

- l'établissement d'un état Palestinien à côté de l'état d'Israël, dans le respect mutuel des droits et des aspirations légitimes des deux peuples.

Nous pensons que l'application de ces quatre résolutions pourrait permettre d'évoluer vers la paix et nous vous demandons de nous faire savoir si vous accepteriez de soutenir cette initiative.

Soyez assuré, Madame la candidate, Monsieur le candidat à la députation, de l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Nous publions des extraits d'une PRISE DE POSITION à l'initiative des amis de François Chesnais (Carré Rouge), co-signée par des militants de plusieurs courants ou revues, dont Robert Duguet et Bernard Fischer. L'intégralité du texte est sur le site de RAG.

Les élections présidentielles d'avril-mai placent les militants politiques, syndicaux et associatifs, comme l'ensemble des salarié(e)s, dans une situation sans précédent. Pour la première fois depuis la fondation de la Ve république, les candidats qui vont probablement s'opposer au second tour défendent deux variantes du même programme. La forme diffère. Sur les points essentiels, le fond est identique. Les deux candidats arborent des cravates différentes, mais leurs costumes sont taillés dans la même étoffe. Lionel Jospin se présente avec un programme dont il précise qu'il n'est pas socialiste, mais « *moderne* ». Il propose à l'électorat du centre, de la droite de le sacrer roi, insistant sur sa jeunesse, son énergie par opposition à J. Chirac vieux, usé et corrompu. Bref, il offre de "*présider autrement*" pour atteindre les mêmes objectifs mieux, plus vite que Chirac...

A chaque fois que le suffrage universel a permis de défendre les salariés, les acquis sociaux, nous avons appelé à voter pour les candidats du PS, du PCF contre ceux des partis de droite. Souvent sans illusions, mais en espérant que l'échec des partis réactionnaires constituerait un point d'appui dans la mobilisation anticapitaliste.

Ce n'est plus le cas. « *Unis* » ou « *phuriels* » les socialistes et les communistes, flanqués ou non des verts ont, depuis vingt ans, gouverné en « *alternance* » ou en « *cohabitation* » avec le RPR et l'UDF. Ils ont présidé, impulsé des contre-réformes capitalistes, des

pour les législatives on embraye sur la même logique boutiqueuse. Il a été question de la Socialist Alliance en Grande Bretagne, qui voit plusieurs organisation d'extrême gauche aller unies dans des élections, cependant il faut souligner qu'il y a aussi refus d'ouvrir ce front à des représentants du mouvement social. A la GR, nous sommes favorables à un parti des travailleurs, même si l'existence d'un parti large peut porter en lui la menace d'un certain nombre de dérives. Le PT brésilien a eu sur Porto Alegre une attitude plus que condamnable, en recevant des politiciens français que nous combattons par ailleurs.

Hassan Berber, au nom de la revue Socialisme, issu du courant Socialisme International, pense qu'en parlant dans l'immédiat d'un grand parti des travailleurs, on va trop vite et on n'a certainement pas les moyens d'honorer ce que nous avançons. Il faut se donner les moyens de traiter un certain nombre de questions (par exemple la nature du réformisme, la place des organisations d'extrême gauche), si l'on veut avancer plus concrètement.

Marc Frey (Alternative Libertaire 91) dit que le parti majoritaire en France, ce sont les abstentionnistes. LO, c'est le sectarisme vis à vis du mouvement anti-mondialisation, de Ras le Front. Quant aux syndicats présents à Barcelone, c'est La Confédération Européenne des Syndicats, qui accompagne les réformes libérales. Nous sommes en face d'un processus de destruction de la société, je suis d'accord sur ce point avec Carré Rouge. De plus, ce gouvernement prend l'habitude d'envoyer la police contre les mouvements sociaux, par exemple les cars français arrêtés à la frontière espagnole et interdit d'accès à Barcelone par la police française... ces choses se multiplient. Pour conclure, je suis d'accord pour qu'on fasse du travail concret à partir d'un rassemblement pluraliste.

Michel Dupont (ART) : dit qu'à Rouen l'ART milite avec de jeunes militants alternatifs et qu'ils sont en général d'accord avec la manière de conduire les luttes. Il précise ce qu'il entend par parti des travailleurs : cela ne fait naturellement pas référence à l'actuel PT, issu du courant lambertiste, qui est le contraire de ce que nous voulons faire. S'il fait référence au PT brésilien, c'est non pas en relation avec ses positions actuelles mais avec la manière dont il s'est construit, un parti pour tous les travailleurs, fondé sur la lutte des classes, sans délimitation idéologique. Aujourd'hui nous avons un divorce entre les mouvements sociaux et les partis de gauche, qui ne répondent pas ou qui combattent les aspirations. Quant à l'extrême gauche, toutes les démarches faites en sa direction, indique que ces petits appareils ne veulent pas s'inscrire dans une recombinaison qui soit bien plus large qu'elles mêmes. Elles gèrent leur fond de commerce électoral. Donc il faut fédérer tous ceux qui pensent ce que nous pensons.

Jeanne Rousseau (ART) : se présente comme militante de l'ART et infirmière. Elle prend l'exemple de son secteur professionnel : l'application des 35 heures aboutit à une réduction de poste et à une impossibilité de remplir les missions de service public de l'hôpital. Il y a eu trois manifestations nationales et la profession a été confrontée à une violence policière sans précédent. Les collègues ont parlé des élections en négatif : le premier tour, il n'en parle même pas ; le deuxième tour, ils déchiraient leurs cartes syndicales. L'abstention va croître dans ce secteur. Le clivage passe aujourd'hui entre ceux qui se battent pour défendre leur profession et la représentation, -que ce soit Chirac et la 5^{ème} République, ou la gauche plurielle. Il y a des collègues qui voteront Jospin, d'autres qui s'abstiendront, mais ils savent que de toute façon ils devront continuer à se battre. Il nous faut mettre en œuvre une politique qui s'appuie sur ces attentes du mouvement social : le camarade libertaire a parlé des divisions syndicales ; ce qu'elle a constaté dans ce mouvement, c'est que malgré un accord signé par la CFDT sur les 35 heures, le mouvement pour l'unité a été le plus fort. C'est pourquoi il faut donner une suite à cette réunion.

Bulletin Contre le Courant (Alsace), Jean Fortchantre : il représente un bulletin mensuel animé par une équipe de dix militants. Il se montre réservé sur la perspective de ce grand parti unitaire, non par désaccord sur le fond, mais parce que la concrétisation semble impossible aujourd'hui. Par contre, il adhère à la tentative de mettre en place des liaisons transversales, quelles que soient les histoires syndicales ou politiques des uns ou des autres. Contre le courant tiendra un colloque début juillet en Alsace sur cette orientation et les associations présentes seront invitées.

Dessoutter Alban, militant LCR : Aller vers un parti unitaire nécessite un corps de doctrine, et nécessairement d'aborder les questions qui fâchent. On a évoqué le cas du PT brésilien : c'est un parti large qui aujourd'hui demande son adhésion à l'Internationale Socialiste, qui soutient la candidature de Jospin. La Socialist Alliance regroupe des organisations d'extrême gauche, mais cette addition sur le plan électoral ne provoque pas la construction d'un parti. Il faut un minimum de cohésion politique pour offrir un débouché. Il faut aussi se déterminer par rapport aux autres organisations politiques, ce débat clive nécessairement.

Michel Galin (RAG) : revient sur la parti du texte qui a fait problème dans la discussion, à savoir le parti unitaire des travailleurs. Dans l'esprit de ceux qui ont rédigé l'appel, il ne s'agissait pas de se fixer l'objectif de le constituer à court ou moyen terme. Le divorce entre la représentation et le mouvement

social met cette question à l'ordre du jour. Nous faisons une proposition modeste : il y a des bulletins qui, sur le fond politique, disent sensiblement la même chose. Il serait utile pour tout le monde de formaliser la liaison entre les différents groupes pour échanger sur ce qui se fait et en même temps sur le fond politique. Il faut sortir un 4 pages reprenant notre démarche et l'insérer dans les bulletins respectifs. On met en place à partir de là un comité de rédaction des bulletins et groupes. Il faudra ensuite s'engager sur l'organisation de réunions intercollectifs plus thématiques.

José Pérez (ART): Il faut établir des liaisons transversales entre les courants, groupes et associations afin d'associer nos forces, nos savoirs-faire, nos expériences afin de nourrir nos interventions réciproques. Il faut sortir de la logique sectaire des organisations, qui, depuis des décennies protègent leur pré carré. Il faut au contraire s'utiliser les uns les autres. Certains ont une expérience syndicale, d'autres d'élus, d'autres ont joué un rôle important dans tel ou tel mouvement social, d'autres ont une expérience théorique, il faut constituer une bourse d'informations et d'échange qui nous permettra de construire la force dont les travailleurs ont besoin. Il y a des organisations d'extrême gauche qui représente un électorat important. Il faudrait que chacun garde sa modestie par rapport à cela. Dès lors où une force unitaire s'exprime, il cite l'exemple des motivés, cet espace peut être occupé par ceux-là. Le PT brésilien s'est construit de cette manière-là, avec la grande grève des métallurgistes et la candidature de Lula. C'est dans cette perspective qu'il faut s'inscrire.

Deuxième partie de la réunion: discussion sur la proposition de continuer à travailler ensemble:

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la mise en forme d'une proposition de continuer à travailler ensemble. Comme la discussion a vu chaque camarade s'inscrire au moins deux ou trois dans la discussion pour intervenir relativement brièvement, il nous a semblé plus judicieux de résumer ce qui s'est dit:

- Un 4 pages faisant la synthèse politique de la réunion sera élaboré par les camarades de RAG et de l'ART; du fait de l'inexistence actuelle d'une forme de représentation commune, à savoir un

comité de rédaction associant les 10 associations ou revues présentes, il a été demandé aux camarades initiateurs de l'appel à la réunion du 16 mars RAG et ART de rédiger ce document.

- Comme nous ne sommes ni une association ni une revue nationale, nous regroupant sous un sigle commun, le 4 pages sera livré, du moins sa maquette, aux dix. Chacun se donnant les moyens, soit en l'encartant dans sa publication, soit de manière séparée à la faire connaître à ses militants ou sympathisants.
- Sur le contenu de cette publication: les textes non signés pourraient engager l'ensemble des membres des réseaux. Dès lors qu'un article est signé, il engage la responsabilité de celui qui l'a écrit. Il est tout à fait normal, compte tenu de notre démarche, que cette publication exprime des points de vue divergents qui s'expliquent en son sein.
- Il est proposé aux représentants d'associations ou revues de constituer un comité de rédaction commun, chacun intervenant auprès de son association pour obtenir l'accord de participation, qui se réunira tous les 3 mois, ou davantage si la situation politique l'exige, afin de coordonner nos réseaux et d'éditer ce 4 pages commun.
- Ce comité de rédaction commun devra se donner les moyens de contacter de manière large tous ceux qui, dans quasiment toutes les régions et grandes ville de France, ont quasiment la même démarche que nous.

Ce compte rendu a été transmis aux associations, à charge pour elles de les encarter dans leurs publications ou de les faire connaître à leurs adhérents et lecteurs.

attaques anti-ouvrières. Ils sont même devenus plus efficaces, plus performants que le RPR, l'UDF... Le PS et le PCF ont fait le choix de l'ordre capitaliste et impérialiste, ils ont renoncé à tout projet de transformation sociale. Ils sont différents des partis de droite, en ce qu'ils n'ont pas la même histoire qu'eux, étant nés pour aider à l'émancipation sociale des travailleurs. Mais désormais ils ont ouvertement les mêmes objectifs qu'eux. Et l'immense majorité des salariés les perçoivent comme tels.

C'est pourquoi nous affirmons : nous ne voterons pas pour les candidats Chirac et Jospin, porteurs de deux variantes du programme économique, social et politique du capitalisme mondialisé. Nous appelons militant(e)s, salarié(e)s à refuser de voter au second tour. Nous refusons de soutenir nos adversaires. Voter Chirac, voter Jospin, c'est voter MEDEF contre les salariés, la jeunesse. Notre position est aux antipodes de l'irresponsabilité : c'est un acte raisonné. Nous entendons résister, aider à rassembler et à débattre pour combattre. Et c'est possible !

Les dernières enquêtes du ministère de l'Emploi et de la solidarité indiquent que de 1999 à 2000, le nombre de jours de grève (2,4 millions de jours) a progressé de 86 %. Dans le privé, l'augmentation est de 41 % par rapport à 1999. Dans la fonction publique, les jours de grève ont doublé...

La discussion sur la convergence des luttes doit se mener. C'est le chemin d'une résistance anticapitaliste victorieuse et efficace. En 1995, le plan Juppé a été mis en échec par la grève généralisée des salariés de la SNCF, de la RATP, les millions de manifestants. En février-mars 2000, la réforme de l'Etat, de l'Éducation nationale engagée par Allègre-Sauter-Zucharelli a été battue en brèche par la mobilisation de centaines de milliers d'enseignants, de salariés des Finances, de fonctionnaires. Jospin ou Chirac élu, le face-à-face du gouvernement et des salariés et des jeunes va s'intensifier, se radicaliser. L'Argentine, dont le niveau de vie était comparable à celui des pays d'Europe occidentale, s'est effondrée sous les pillages des privatisations, la liquidation des services publics, la financiarisation des retraites. Avant de se soulever, les salariés, les classes moyennes y ont été ruinés, précipités dans la pauvreté, réduits à la quasi-mendicité. Nous n'attendons pas que la "France active, moderne, dynamique, etc.", membre d'une Union européenne partenaire zélée des États-Unis dans la libéralisation et la déréglementation et la progression de la mondialisation capitaliste, produise les mêmes effets : nous nous préparons à résister. Nous ne défendons pas un point de vue étroitement national. Le combat contre le pouvoir capitaliste ne peut se mener sans être relié aux combats des salariés immigrés et des exploités des pays les plus proches, à commencer par ceux du Maghreb et de l'Afrique.

Les candidats d'extrême gauche, les seuls à se réclamer de la défense des salariés, peuvent utiliser leur temps de parole, leurs interventions, pour préparer la résistance contre le vainqueur d'une élection politiquement sponsorisée par le patronat. S'ils agissent ainsi, ils feront oeuvre utile. Ils seront entendus et recueilleront les voix des salarié(e)s, des chômeurs et des jeunes. Car ceux-ci, en France comme en Argentine, n'ont plus aucun autre choix que chercher en eux-mêmes les éléments de résistance, ouvrant ainsi la voie vers de nouvelles formes d'organisation économiques, politiques et sociales.

Lancer un appel pour dissoudre les liges sionistes d'extrême droite...

Ce n'est pas la première fois que certaines organisations sionistes d'extrême droite, nous avons nommé le **Bétar**, le **Tagar**, et la **Ligue de Défense Juive**, se livrent à des agressions physiques contre des organisations démocratiques : nous sommes obligés de souligner le silence de la justice, malgré de nombreuses plaintes déposées par le passé. Cette fois-ci, c'est à une organisation sioniste de gauche, qui milite pour la paix et l'existence de deux Etats sur la terre de Palestine, le Mouvement « *La Paix Maintenant* », que les fascistes de ces organisations se sont attaqués lors des manifestations de la communauté juive le dimanche 7 avril. Ces agressions traduisent une réalité politique à laquelle nous devons être particulièrement sensibles : elles indiquent que les communautés juives, du point de vue de l'avenir d'Israël, s'interrogent sur la politique de Sharon, et cette interrogation va bien au delà des frontières du petit mouvement « *La paix maintenant* ». Il nous faut entourer de notre solidarité le mouvement « *La paix maintenant* » et lancer une campagne nationale en direction des pouvoirs publics afin d'obtenir la dissolution des liges sionistes d'extrême droite. **Nous ne devons pas accepter que de jeunes fanatiques, qui par ailleurs refusent de se situer comme citoyens français, interviennent ici comme la garde prétorienne du criminel de guerre Sharon. (R. D.)**

L'extrême gauche... un obstacle de plus dans la décomposition

Par Robert Duguet

Le spectacle offert par les partis gouvernementaux lors de cette campagne présidentielle a rarement atteint un tel niveau de nullité politique. On pourrait cependant penser que la situation politique dans son ensemble offre un réel espace pour voir se reconstruire une force anticapitaliste en France et à l'échelle internationale. Tous les ingrédients sont là : Le mouvement social est, depuis 1995, à l'offensive sur différents fronts, même si la présence des partis de gauche au gouvernement menant une politique libérale est un handicap sérieux pour déboucher. La représentation politique de la bourgeoisie, le vieux gaullisme comme élément bonapartiste fédérateur, est en complète décomposition. **Écoutons les discours de Madelin ou Giscard d'Estaing, ils reposent sur la nécessité de rebâtir une alternative politique libérale.** Dans ce ballet les pantalonades républicaines de Chevènement dureront ce que durent les roses... Le parti stalinien continue sa chute : dix ans après l'implosion de l'URSS, **ce sera la première fois qu'une candidature se réclamant du trotskysme fera un meilleur score que le PCF.** Loin de chercher le dégagement sur la gauche, la vieille machine du parti s'adapte, pour les raisons électorales qui conditionnent sa survie, au PS et à la Gauche Plurielle, désespérant un peu plus ses cadres politiques et ses relais syndicaux : la ligne Hue est mortifère pour la CGT. Le PS poursuit son accompagnement des réformes capitalistes : la candidature de Jospin se présente comme celle de la modernité ; il se présente comme celui qui est mieux à même de faire passer les réformes, en évitant à la classe dominante les cauchemars de l'automne 1995.

Trepper, le fondateur de l'Orchestre Rouge, saluait le trotskysme comme le courant, qui le premier a engagé la lutte contre le stalinisme, en raison du fait qu'il avait compris que le stalinisme était le courant liquidateur de toute construction politique indépendante du capitalisme. Pendant des décennies les trotskystes français nous ont seriné dans les oreilles que le stalinisme était cet obstacle... C'est au moment où toutes les conditions objectives se rassemblent pour qu'un nouveau parti pour les travailleurs puisse être

construit et que nous puissions nous donner les moyens de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, **c'est à ce moment-là que les stratèges géniaux du « trotskysme » français présentent trois candidatures à l'élection présidentielle.** Il semble que ces gens-là n'aient rien appris de leur propre histoire. Ils se préparent du reste, en bons autistes politiques qu'ils sont, à occuper le terrain des législatives sur la même ligne. Ce n'est pas de notre part un esprit de polémique mal placé : nous pensons que les groupes, associations ou organisations politiques qui veulent construire une alternative doivent mettre au centre de leurs préoccupations, **la volonté d'associer à une construction nouvelle, ceux et celles qui sont les acteurs des mouvements sociaux.** Le mouvement socialiste réel, ce sont ceux qui combattent les 35 heures, ceux qui défendent les services publics et les retraites, ceux qui s'opposent à Gènes, à Barcelone aux effets de la mondialisation, ceux qui combattent pour les droits du peuple palestinien aujourd'hui... il ne peut y avoir de construction sans l'association de ces éléments-là. Or l'accord LO-LCR pour les européennes rejetait d'emblée le troisième composante, c'est à dire ceux qui expriment le mouvement réel. De même pour les présidentielles c'est pire : chacun campe dans sa chapelle avec ses dogmes et ses pères fondateurs. Le PT de Glückstein balbutie sur les maires des petites communes, et comme prétendu « *parti des travailleurs* » donne la mesure exacte de ce qu'il ne faut pas faire. Arlette Laguiller s'apprête à nous dire, que même avec 10% des suffrages, l'heure n'est pas encore à la construction d'un parti. Quant à la LCR elle confirme sa dérive sectaire, ses militants tournent le dos aux mouvements réels, quand ses militants ne cherchent pas à prendre bureaucratiquement la tête de tel ou tel collectif, pour défendre une candidature qui électoralement va droit dans le mur.

La vie est dure pour ceux qui auraient voulu voir confirmée la montée du mouvement qui s'était exprimé lors des municipales à travers les motivés et autres listes indépendantes... Certes, mais il faut appeler un chat un chat. **Les organisations d'extrême gauche sont devenues un obstacle objectif pour ceux qui veulent s'appuyer sur ceux qui luttent pour construire une nouvelle force.** C'est Trotsky qui disait je crois que le petit appareil, quand il se prend pour ce qu'il n'est pas, devient pire que le gros...